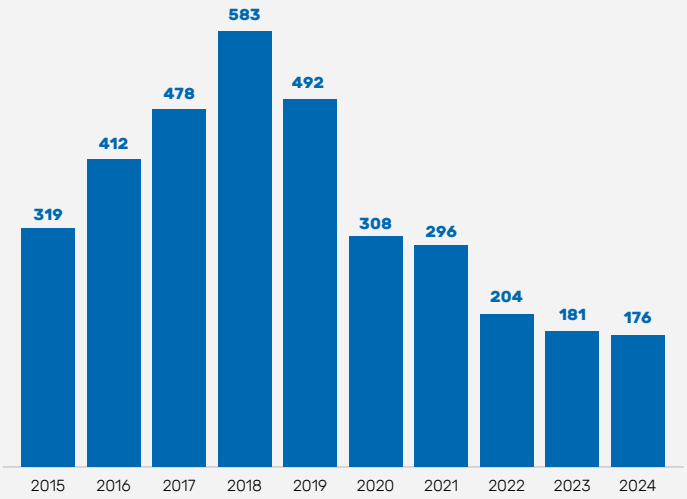
2. Trafic d'êtres humains

2.1. Infractions liées au trafic d'êtres humains (données policières)

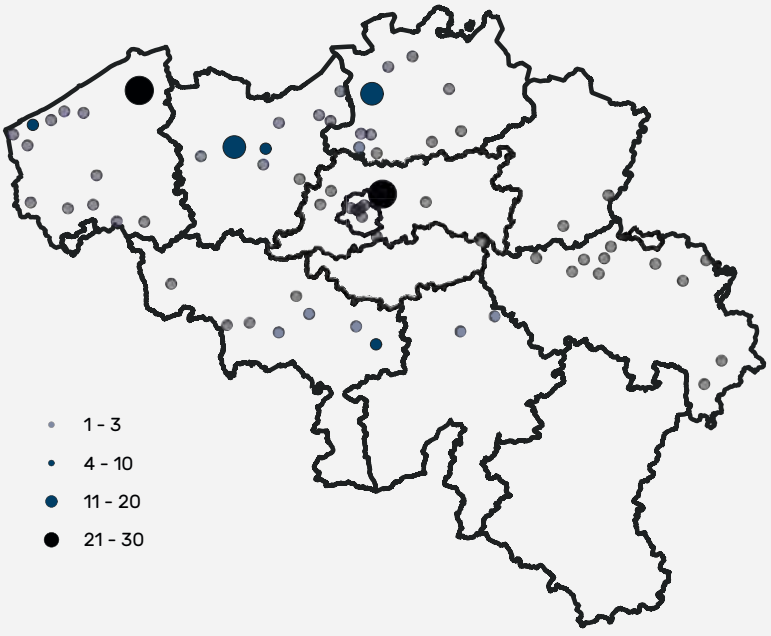
Infractions enregistrées en matière de trafic d'êtres humains par année



Au cours de l'année 2024, 176 infractions en matière de trafic d'êtres humains ont été détectées par les services de police.

- Trois constatations sur quatre ont été enregistrées en Région flamande, notamment dans les provinces de Flandre occidentale, Flandre orientale et Brabant flamand. Ces infractions ont été constatées principalement dans des chefs-lieux provinciaux tels que Bruges (29), Anvers (13) et Gand (12). Vingt-cinq infractions ont été recensées sur le site de l'aéroport de Zaventem.
- En Région wallonne et en Région de Bruxelles-Capitale, 34 (19 %) et 11 (6 %) faits ont été respectivement enregistrés.

Infractions enregistrées en matière de trafic d'êtres humains en 2024



Provinces et Région de Bruxelles-Capitale	Nombre d'infractions
Flandre occidentale	**49**
Brabant flamand	**29**
Flandre orientale	**28**
Anvers	**23**
Liège	**16**
Hainaut	**14**
Région de Bruxelles-Capitale	**11**
Namur	**3**
Limbourg	**2**
Brabant wallon	**1**
Luxembourg	**0**
Total	**176**

Source : Banque de données nationale générale, Police

2.2. Affaires pénales entrées dans les parquets pour trafic d'êtres humains

Remarques méthodologiques

Depuis 2019, le ressort de Mons enregistre un nombre notablement élevé d'affaires pénales liées au trafic d'êtres humains. En 2024, près de deux fois plus d'affaires pénales ont été ouvertes dans le ressort de Mons (151) que dans celui de Gand (78), qui couvre les provinces de Flandre orientale et occidentale. Le nombre limité d'infractions enregistrées par la police en province de Hainaut rend cette situation d'autant plus remarquable.

Informations importantes pour contextualiser cette tendance :

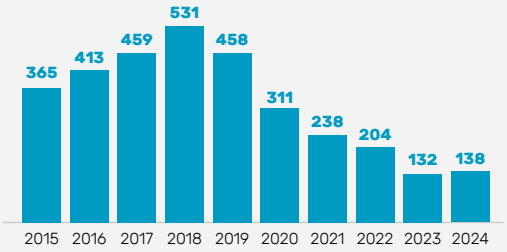
- Le parquet peut ouvrir de nouvelles affaires pénales de sa propre initiative. Cela peut faire suite à un procès-verbal dressé par la police, mais aussi à des constatations faites par les services douaniers (par exemple sur le site de l'aéroport de Charleroi).
- Ces dernières années, du matériel nautique voué à effectuer la traversée vers le Royaume-Uni est de plus en plus souvent retrouvé dans le grand Tournai.
- Pour l'année 2024 spécifiquement, de nombreux dossiers émanent de l'aéroport de Charleroi et concernent de faux documents d'identité. Au moment de clôturer le présent rapport annuel, le parquet examine encore si ces dossiers peuvent être considérés comme des cas de trafic d'êtres humains ou s'ils ont été enregistrés à tort comme tels.

Afin de pouvoir suivre l'évolution éventuelle du nombre d'affaires pénales liées au trafic d'êtres humains traitées par les parquets au fil du temps, les affaires pénales relevant de la compétence de Mons ont été exclues des analyses ci-dessous par mesure de précaution.

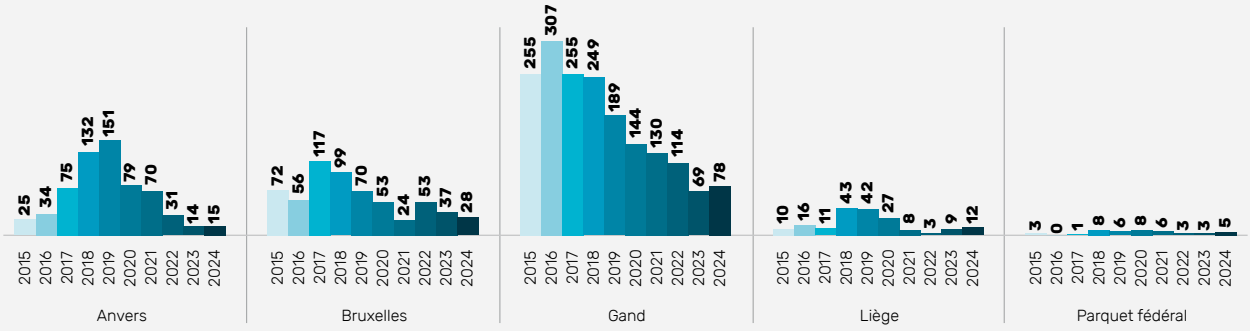
En 2024 :

- 138 affaires pénales sont entrées aux parquets correctionnels pour trafic d'êtres humains, un nombre comparable à celui de l'année précédente, ce qui marque une rupture avec la tendance baissière observée depuis 2019.
- Pour être complet, il convient de noter que les auditorats du travail de Bruxelles et de Liège ont également tous deux ouvert une affaire pénale pour trafic d'êtres humains en 2024.

Nombre d'affaires pénales entrées dans les parquets correctionnels, par année



Nombre d'affaires pénales entrées dans les parquets correctionnels, par année et par arrondissement judiciaire



Trafic d'êtres humains :

- Art. 77*bis*, 77*ter*, 77*quater* et 77*quinquies* de la loi sur les étrangers ;
- Code 55G.

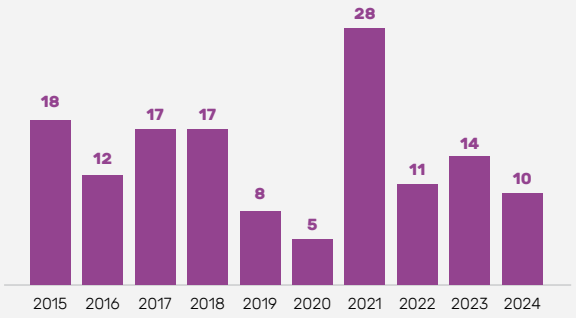
Ressort: étendue de la compétence territoriale d'une juridiction. La Belgique se compose de cinq grands ressorts judiciaires, chacun doté d'une cour d'appel. Chaque cour d'appel est compétente pour plusieurs arrondissements judiciaires.

- Anvers → Anvers et Limbourg
- Bruxelles → Bruxelles (Bruxelles et Hal-Vilvorde), Louvain et Brabant wallon
- Gand → Flandre occidentale et Flandre orientale
- Liège → Liège, Eupen, Namur et Luxembourg
- Mons → Hainaut

Source : Base de données du Collège des procureurs généraux

2.3. Nouveaux accompagnements de victimes de trafic d'êtres humains initiés par les centres spécialisés

Nombre d'accompagnements initiés pour des victimes de trafic d'êtres humains par année



- En 2024, **10 victimes d'une forme aggravée de trafic d'êtres humains ont intégré un programme d'accompagnement**.
- **Trois d'entre elles** présentaient un **profil de victime mixte**, ayant également été victimes d'une forme de traite des êtres humains. Par conséquent, ces trois dossiers ont également été inclus dans le total des 145 nouveaux accompagnements initiés pour les victimes de traite des êtres humains. Compte tenu du chevauchement entre les deux phénomènes, un programme d'accompagnement a donc été lancé en 2024 pour 152 personnes. Les trois dossiers impliquaient plus précisément les combinaisons suivantes :
  - exploitation économique et trafic aggravé d'êtres humains (2) ;
  - exploitation sexuelle et trafic aggravé d'êtres humains (1).

En **2024, 10 victimes d'une forme aggravée de trafic d'êtres humains** ont intégré un programme d'accompagnement dans l'un des trois centres spécialisés.

Nombre de nouveaux accompagnements de victimes de trafic des êtres humains en 2024 par sexe, âge et nationalité

Nationalité	Femmes		Hommes		Total
	<18	≥18	<18	≥18	
Inde		1	1	2	4
Afghanistan			2		2
Vietnam	1				1
Libéria				1	1
Chine				1	1
Kosovo	1				1
Total	**2**	**1**	**3**	**4**	**10**

- Dans **7 cas sur 10, il s'agissait d'hommes**, dont 4 majeurs.
- Parmi les **trois victimes féminines, deux** étaient **mineures**.
- **Quatre Indiens et deux Afghans** figuraient parmi les victimes.

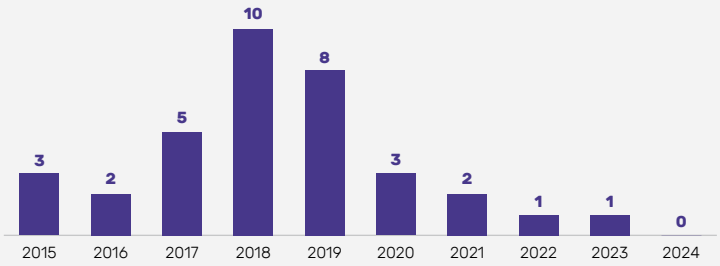
Remarques méthodologiques

- Certaines victimes accueillies par Esperanto et Meza étaient également accompagnées par l'un des centres spécialisés dans le cadre de la procédure spéciale pour les victimes de traite et de trafic aggravé d'êtres humains.
- Il a été possible d'identifier les données faisant double emploi entre Esperanto et les trois centres durant la période 2018-2024. Pour la période 2015-2017, Myria ne dispose pas d'informations au niveau individuel concernant le lancement ou non de la procédure spéciale pour les victimes de traite et de trafic aggravé d'êtres humains. Le chevauchement dans les chiffres de Meza a pu être défini pour l'ensemble de la période (2022-2024).
- Le chevauchement concernant les victimes de traite et/ou de trafic d'êtres humains dans les chiffres d'Esperanto et des centres spécialisés pour la période 2018-2024 porte sur 14 mineurs, dont 8 ont été victimes de traite et 6 d'une forme aggravée de trafic d'êtres humains.
- Pour la période 2022-2024, le chevauchement entre les données de Meza et celles des centres spécialisés concernant les victimes de traite et/ou de trafic d'êtres humains porte sur 11 personnes : 5 jeunes adultes (4 victimes de traite des êtres humains et 1 victime d'une forme aggravée de trafic d'êtres humains) et 6 mineurs (5 victimes de traite des êtres humains et 1 victime d'une forme aggravée de trafic d'êtres humains).
- Pour une identification plus détaillée des doubles comptages, consultez le rapport de Myria intitulé « Mineurs victimes de traite et/ou de trafic aggravé d'êtres humains. Cartographie et analyse exploratoire des données chiffrées de la Belgique » (à paraître).

Source : Payoke, PAG-ASA, Sürya

2.4. Nouvelles prises en charge de mineurs (présumés) victimes de trafic d'êtres humains par Esperanto

Nombre de mineurs (présumés) victimes de trafic d'êtres humains pris en charge par Esperanto par année



- En 2017 comme en 2018, une victime présentait un profil mixte, le mineur étant à la fois victime de traite des êtres humains (criminalité forcée) et d'une forme aggravée de trafic d'êtres humains.
- En **2024, aucune nouvelle** victime de trafic d'êtres humains n'a été **prise en charge**.

Source : Esperanto

Nombre de mineurs (présumés) victimes de trafic d'êtres humains pris en charge en 2015-2024, par type d'exploitation, par sexe et par nationalité

Nationalité	Trafic d'êtres humains		Criminalité forcée et trafic d'êtres humains		**Total**
	F	H	F	H	
Vietnam	7	8			**15**
Iraq	3	3			**6**
Afghanistan	1	2			**3**
Cameroun	1	1			**2**
Bosnie-Herzégovine			1		**1**
Syrie		1			**1**
Albanie	1				**1**
Érythrée	1				**1**
Palestine		1			**1**
Algérie			1		**1**
Somalie		1			**1**
Angola	1				**1**
Burundi	1				**1**
Total	**16**	**17**	**2**	**0**	**35**

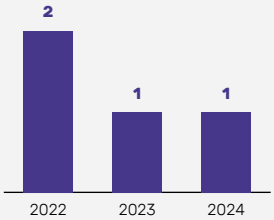
Le tableau de gauche permet d'identifier les profils suivants parmi les victimes mineures (présumées) de formes aggravées de trafic d'êtres humains :

- **Les victimes vietnamiennes**, qui ont été pour la plupart (11) prises en charge par Esperanto entre 2018 et 2019. L'âge moyen de ce groupe au début de leur prise en charge était de ± 16 ans. Six victimes ont entamé une procédure spéciale pour les victimes de trafic aggravé d'êtres humains.
- **Les victimes irakiennes**, qui ont toutes été prises en charge par Esperanto entre 2017 et 2019. L'âge moyen de ce groupe au début de leur prise en charge était de ± 9 ans.
- **Les victimes afghanes**, qui ont toutes été prises en charge par Esperanto entre 2015 et 2018. L'âge moyen de ce groupe au début de leur prise en charge était de ± 12 ans.

La chronologie relative à l'accueil des groupes susmentionnés explique en partie la tendance à la hausse puis à la baisse observée dans le nombre de nouvelles prises en charge au cours de la période 2016-2020.

2.5. Nouvelles prises en charge de mineurs (présumés) victimes de trafic d'êtres humains par Meza

Nombre de victimes mineures (présumées) de trafic d'êtres humains prises en charge par année



Au total, **4** victimes de trafic d'êtres humains ont été prises en charge **entre 2022 et 2024**. Il s'agissait de :

- **3 garçons et 1 fille ;**
- L'un d'entre eux présentait un profil de victime mixte, étant à la fois victime de trafic aggravé d'êtres humains et d'exploitation de la criminalité forcée ;
- Ils étaient tous de **nationalité afghane** ;
- En 2022 comme en 2023, une victime majeure (18 ans pour celle de 2022 et 19 ans pour celle de 2023) était présente au début de la prise en charge ;
- En 2022, 2 victimes ont entamé une procédure de protection spéciale pour les victimes de trafic aggravé d'êtres humains.

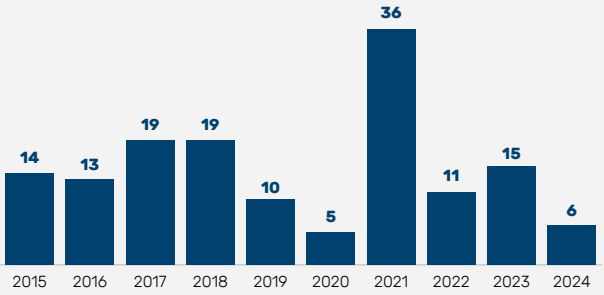
Source : Meza (Minor-Ndako)

2.6. Victimes de trafic aggravé d'êtres humains entrées dans la procédure (OE)

Comme les victimes de traite des êtres humains, les victimes d'une forme aggravée de trafic d'êtres humains peuvent également revendiquer le statut de victime. Ces formes aggravées de trafic d'êtres humains sont définies à l'article 77*quater* 1° à 5° de la loi sur les étrangers du 15 décembre 1980 et s'appliquent si :

- l'infraction a été commise sur un mineur ;
- il y a eu abus de la situation particulièrement vulnérable dans laquelle se trouvait la personne, laissant la victime sans autre choix réel et acceptable que d'être abusée ;
- la violence, la contrainte, les menaces ou la tromperie ont été utilisées ;
- la vie de la victime a été mise en danger, soit délibérément, soit par négligence grave ;
- l'infraction est à l'origine d'un préjudice physique ou psychologique permanent.

Nombre de victimes de trafic aggravé d'êtres humains entrées dans la procédure par année



En 2024, l'OE a reçu une première demande de séjour pour **6 victimes de trafic aggravé d'êtres humains**. C'est le deuxième chiffre le plus bas enregistré au cours des dix dernières années.

Parmi ces victimes, il y avait :

- 4 hommes et 2 femmes ;
- 2 Afghans, 2 Indiens et 2 victimes d'une autre nationalité ;
- 2 victimes mineures, 2 victimes âgées entre 26 et 30 ans et 2 victimes de 31 ans ou plus.

Nombre de victimes de trafic aggravé d'êtres humains entrées dans la procédure, par âge, par sexe et par année

	0-17	18-25	26-30	≥ 31	**Total**	Hommes	Femmes
2015	**5**	**2**	**4**	**3**	**14**	**7**	**7**
2016	**2**	**6**	**1**	**4**	**13**	**8**	**5**
2017	**4**	**6**	**5**	**4**	**19**	**13**	**6**
2018	**8**	**5**	**4**	**2**	**19**	**12**	**7**
2019	**3**	**2**	**3**	**2**	**10**	**6**	**4**
2020	**0**	**3**	**1**	**1**	**5**	**2**	**3**
2021	**0**	**20**	**7**	**9**	**36**	**31**	**5**
2022	**5**	**3**	**1**	**2**	**11**	**9**	**2**
2023	**1**	**6**	**1**	**7**	**15**	**12**	**3**
2024	**2**	**0**	**2**	**2**	**6**	**4**	**2**

Remarque : l'Office des étrangers ne souhaite pas divulguer certaines informations afin de prévenir toute identification des personnes impliquées.

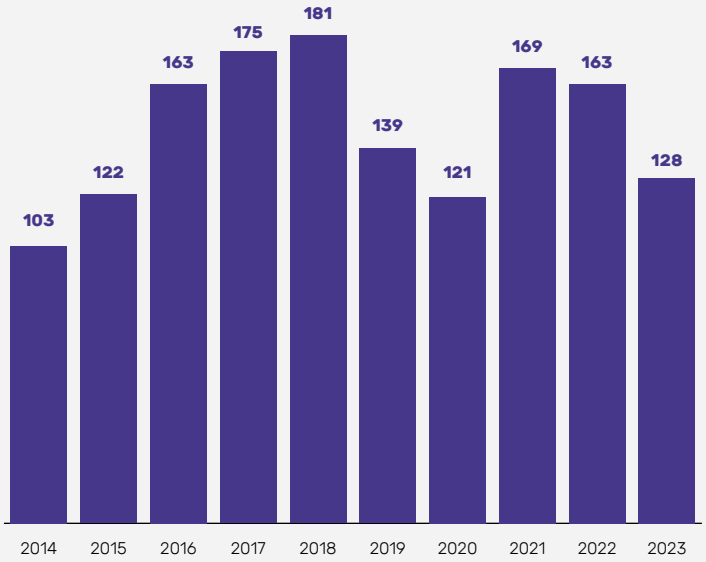
Source : OE

2.7. Condamnations définitives pour trafic d'êtres humains

En 2023, 128 condamnations définitives ont été prononcées pour trafic d'êtres humains, un nombre inférieur à celui de la période 2021-2022, mais similaire à celui à celui de la période 2019-2020.

Étant donné qu'une condamnation peut être assortie de plusieurs peines (par ex. une amende, une peine de prison…), le nombre total de peines est plus élevé que le nombre total de condamnations.

Nombre de condamnations définitives pour trafic d'êtres humains par année



Nombre de peines par type de peine et par année

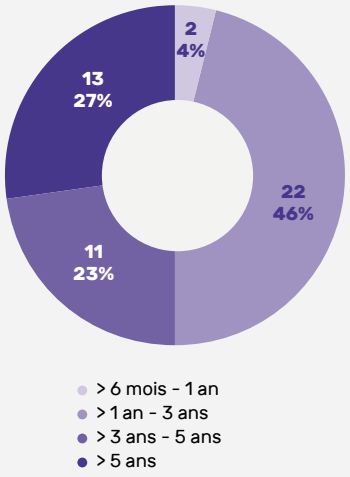
Peines principales et peines accessoires	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Peine de prison	**100**	**120**	**154**	**174**	**176**	**128**	**118**	**161**	**154**	**111**
Sans sursis	59	60	56	123	113	85	71	87	72	48
Avec sursis (partiel ou total)	41	60	98	51	63	43	47	74	82	63
Amende	**100**	**117**	**158**	**172**	**177**	**132**	**120**	**164**	**159**	**115**
Sans sursis	69	57	71	102	110	87	56	88	78	47
Avec sursis (partiel ou total)	31	60	87	70	67	45	64	76	81	68
Confiscation	**55**	**76**	**76**	**101**	**110**	**88**	**77**	**111**	**127**	**76**
Déchéance des droits (art. 31 du Code pénal)	**75**	**89**	**120**	**130**	**135**	**90**	**97**	**137**	**149**	**82**
Peine de travail	**1**	**1**	**4**	**1**	**5**	**8**	**2**	**4**	**7**	**7**
Autres	**0**	**0**	**1**	**0**	**4**	**8**	**2**	**5**	**2**	**10**
Total	**332**	**403**	**513**	**578**	**607**	**454**	**416**	**582**	**598**	**401**

401 peines ont été prononcées en 2023.

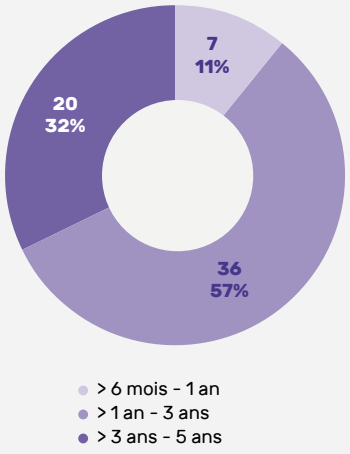
- 111 d'entre elles étaient des peines de prison, dont 63 avec sursis.
- 115 condamnations se sont soldées par une amende, dont 68 avec sursis.
- Dans 82 cas, la personne condamnée a été déchue de ses droits civiques.
- Une confiscation a été prononcée dans 76 cas.
- D'autres formes de peines ne sont prononcées que sporadiquement.

Source : Service de la Politique Criminelle, SPF Justice

Nombre de peines de prison prononcées en 2023 sans sursis selon leur durée



Nombre de peines de prison prononcées en 2023 avec sursis total ou partiel selon leur durée



En ce qui concerne la durée des peines de prison prononcées sans sursis :

- La plupart (22, soit 46 %) des peines de prison ont été prononcées pour 1 à 3 ans (ou plus).
- Une peine de prison de plus de cinq ans a été prononcée dans treize cas (27 %).
- Une peine de prison de 3 à 5 ans (ou plus) a été prononcée dans onze cas (23 %).
- Une peine de prison de 6 mois à 1 an (ou plus) a été prononcée à deux reprises (4 %).

En ce qui concerne la durée des peines de prison prononcées avec sursis total ou partiel :

- La plupart (36, soit 57 %) des peines de prison ont été prononcées pour 1 à 3 ans (ou plus).
- Une peine de prison de 3 à 5 ans (ou plus) a été prononcée dans vingt cas (32 %).
- Une peine de prison de 6 mois à 1 an (ou plus) a été prononcée dans sept cas (11 %).

Remarques méthodologiques

- Ces chiffres concernent le nombre de condamnations définitives, qui ne peuvent donc plus faire l'objet d'un recours.
- Plusieurs dossiers sont introduits dans la base de données avec quelques mois de retard, ce qui explique pourquoi les données de 2024 ne sont pas encore disponibles.
- Ces données correspondent à une situation arrêtée au 23 avril 2025.
- Tout comme l'an dernier, le Service de la politique criminelle a identifié plusieurs irrégularités au niveau du casier judiciaire lors de la collecte des données demandées. Au moment de l'extraction des données, il n'était pas possible de déterminer l'ampleur de ces problèmes de fiabilité. Si la base de données le permet, ces irrégularités doivent être corrigées de manière prospective. Les données rapportées doivent donc être interprétées avec la prudence qui s'impose.

Source : Service de la Politique Criminelle , SPF Justice